

LA CHOSE S'EST RÉPÉTÉE TROP SOU-
 LVENT POUR QU'IL NE FAILLE PAS SE
 RENDRE À L'ÉVIDENCE: c'est à un
 gouvernement liberticide que nous
 avons affaire. Et pourtant rien ne
 l'y oblige, pas même le tempéra-
 ment de ceux qui le composent. Si quelques-uns d'entre eux
 sont d'authentiques amoureux de la manière forte et du silence
 imposé, d'autres ont des antécédents plutôt acceptables, voire
 honorables. Prenez le ministre de l'Information. Venu tôt à la
 presse, Bassem Sabeih fut un bon journaliste. Qu'est-ce qui peut
 donc l'obliger à jouer aujourd'hui les censeurs malhabiles? Cer-
 tainement pas l'intérêt supérieur de l'État. Et, quoi qu'on dise,
 probablement pas davantage celui de la Syrie.

Car peut-on croire que Damas, après avoir appris à vivre avec
 la relative liberté d'information que les journalistes libanais ont
 réussi à préserver et même à agrandir, ait eu brusquement une
 bouffée de fièvre à l'idée que le général Aoun aurait deux ou
 trois heures d'antenne en direct? Bien sûr, l'hypothèse n'est pas
 à écarter que la Syrie se soit ravisée sur le chapitre des libertés
 intérieures libanaises jusque-là tolérées. Ou qu'elle n'ait pu
 accepter du général Aoun ce qu'elle admet avec d'autres. Mais
 comment expliquer alors la réaction du président de la Répu-
 blique qui n'a pas pris de gants pour désavouer la décision de
 censurer Aoun, quand il s'est donné pour raison d'être de ne pas
 encourir le moindre froncement de sourcil à Damas.

On se gardera pourtant d'innocenter la Syrie de ce nouvel atten-
 tat contre les libertés. Arbitre suprême des choses libanaises, la
 Syrie ne peut qu'être suprêmement responsable du climat délé-
 tère dans lequel elles baignent. À force d'intervenir dans ce qui
 se fait à Beyrouth, Damas porte le chapeau pour tout ce qui s'y
 commet et cela, d'autant plus aisément que ça ne lui cause pas
 de problème de conscience. La liberté d'expression, on veut bien
 si ce n'est pas trop coûteux, mais de là à s'en faire l'avocat, il y
 a quand même un pas qu'un baassiste bon teint de la fin du
 siècle a appris à ne pas franchir. Et ne comptons pas trop sur
 l'instrumentalisation des médias libanais dans les luttes de
 clans, même si l'on a découvert que l'idée d'interviewer Amine
 Gemayel peut être tolérée par les parrains d'une chaîne après
 avoir été jugée inacceptable par ceux de sa concurrente.

**L'HÉGÉMONIE SYRIENNE, SI RÉELLE SOIT-ELLE, N'EXPLIQUE PAS
 TOUT**, le film des événements le montre clairement. Qu'ont à
 faire les Syriens de la morale? Or l'affaire commence par là et il
 y a bien des risques qu'elle y revienne après le détour par la poli-
 tique. Sauf que morale ne veut pas dire la même chose aux deux
 bouts de la chaîne. Simple conservatisme social au départ, elle
 débouche sur une clôture de l'esprit quand on évoque la
 nécessité de censurer des émissions traitant de sujets culturels ou
 de problèmes de société. Ce qui montre bien, au demeurant, que
 la liberté est indivisible. On ne peut pas réclamer à cor et à cri
 de cacher ces seins qu'on ne saurait voir pour s'émouvoir
 ensuite si l'appel à la censure aboutit, de proche en proche, à
 changer l'image même de la Cité que vous avez à cœur. Belle
 leçon, n'est-ce pas, pour tous les hommes de foi, clercs engagés
 – dans le synode des évêques ou le Hezbollah, peu importe – ou
 simples laïcs?

Liberticide

Ce que le début du film suggère, les
 épisodes ultérieurs le confirment,
 même s'ils n'ont pas suivi de
 scénario fixé à l'avance. Quand une

À force d'intervenir à Beyrouth, Damas porte le chapeau pour tout ce qui s'y commet

manifestation parvient aux portes du Parlement, là où le simple
 quidam ne peut pas accéder les jours ordinaires, il est bon de se
 dire que c'est grâce au courage des étudiants. Mais il est bon de
 savoir aussi que c'est parce que le pouvoir et ses parrains syriens
 ont préféré un recul du gouvernement à une répression plutôt
 encombrante. Avec ce recul, qui coïncidait de surcroît avec les
 houleuses séances d'interpellation à la Chambre, il devient clair,
 en tout cas, qu'il faut distinguer entre l'hégémonie syrienne et
 ses modes d'exercice dans l'espace libanais. Il est non moins
 clair, cependant, que les maladresses dans l'exercice de cette
 hégémonie peuvent aboutir à en saper les bases. L'interdiction
 de manifester devenue caduque, c'est un acquis de taille, ne
 serait-ce que pour les manifestations à venir.

C'est là qu'il faut s'estimer heureux d'avoir affaire non seule-
 ment à un gouvernement liberticide mais à un gouvernement
 maladroit. Très utile, un gouvernement liberticide *et* maladroit.
 Il tombe dans des pièges qu'il s'invente lui-même et offre à ses
 opposants l'opportunité de remporter des succès ponctuels.
 Encore faut-il naturellement que lesdits opposants soient à la
 hauteur et ne se montrent pas eux-mêmes maladroits. Disons-
 le, ça n'a pas souvent été le cas jusqu'à présent. Or voilà que ça
 change et c'est la première bonne nouvelle de l'après-guerre.
 L'autre bonne nouvelle, c'est que le changement vient de là où
 on l'attendait le moins: de la base estudiantine.

NOUS L'A-T-ON ASSEZ SERVI, CET ARGUMENT DE LA DÉPOLITISATION
 supposé justifier une douce désespérance dans la jeunesse de ce
 pays? Nous l'a-t-on assez ressortie, l'idée qu'il fallait renoncer à
 l'espoir d'un changement parce que, serinait-on, les jeunes d'au-
 jourd'hui seraient trop occupés à se trouver une place au soleil
 pour s'investir dans la politique? Bon, la démonstration est faite
 maintenant qu'il ne faut jamais mépriser l'intelligence civique.
 La grande leçon est là: les citoyens, y compris les plus désenga-
 gés, y compris les plus blasés, finissent par se rendre compte
 qu'il vaut le coup de mener de petites batailles, que parler sert
 à quelque chose et que la liberté d'expression reste bonne à
 conquérir même si elle ne se prolonge pas encore d'une entière
 liberté politique, c'est-à-dire de la possibilité de l'alternance.
 Curieux paradoxe, et pourtant fort édifiant: voilà une
 contestation qui commence à l'initiative de l'opposition de
 l'extérieur et se nourrit de ses slogans mais qui consacre, en fait,
 une logique institutionnelle, celle de l'opposition de l'intérieur.
 Décidément, il y a là de quoi vous reconforter avec les subtilités
 de la politique.